

L'islam politique et les élections en Libye

Quel que soit le gouvernement, la stratégie des groupes islamistes participant aux élections va leur permettre d'accéder à des ressources de pouvoir interdites jusqu'à présent.

Laura Feliu

Au moment de rédiger ces lignes, les résultats complets des premières élections libres depuis 60 ans, organisées le 7 juillet, ne sont pas encore rendus officiels et l'on connaît peu de détails sur les alliances qui pourraient être établies pour former le nouveau gouvernement de transition. Il y a en jeu 200 sièges du Congrès national général (120 sièges sont réservés aux candidats indépendants et 80 aux partis politiques) qui doit organiser les prochaines élections législatives de 2013 et l'élection d'une Assemblée nationale. Le fait d'avoir inversé le pourcentage de sièges réservés aux députés indépendants et aux partis politiques (trois cinquièmes et deux cinquièmes, respectivement) est interprété comme une tentative d'éviter que l'islam politique puisse obtenir la majorité aux élections.

Alors que 2,8 millions de Libyens s'étaient inscrits sur les listes électorales (80 % des votants potentiels), le taux de participation au scrutin serait finalement de 62 % environ. Les premières estimations des analystes et de la presse soulignent la défaite probable des secteurs islamistes dans leur objectif d'arriver au pouvoir par les urnes contrairement à leurs voisins, l'Égypte et la Tunisie, où les partis islamistes se sont avérés clairement les vainqueurs des élections suite aux révoltes. Les résultats partiels indiquent effectivement la victoire de l'Alliance des forces nationales (AFN), obtenue par l'ancien premier ministre du gouvernement de transition, Mahmoud Jibril, et composée des secteurs libéraux et indépendants, qui a remporté 39 sièges sur 80 réservés aux partis.

Cela dit, il reste à savoir comment vont se placer les 120 députés indépendants, qui devront s'allier avec les représentants des partis politiques pour former un gouvernement. Par ailleurs, il faut bien dire que la plupart des partis politiques reconnaissent une base religieuse commune dans leur discours qui doit être concrétisée au niveau législatif.

Quant aux secteurs islamistes, ils étaient représentés par le Parti pour la justice et la construction, une émanation des Frères musulmans et dirigée par Mohammed Sawan, qui obtient une seconde position avec

17 députés ; tandis que le parti Al Watan, malgré les prévisions, n'a obtenu aucun siège.

Ces deux partis représentent la continuité des deux principales tendances de l'islam politique en Libye.

Les partis islamistes en Libye

Les Frères musulmans libyens ont été fondés dans les années cinquante par l'arrivée dans la Libye gouvernée par le roi Idris Ier (Pargeter, 2005), d'un groupe de militants égyptiens comme Ezzedin Ibrahim Moustapha, en tant que réfugiés politiques, et de professeurs égyptiens qui furent ensuite recrutés pour les besoins en matière d'alphabétisation du mouvement révolutionnaire de la Libye. Leur position critique vis-à-vis du régime est très vite mise en évidence. En 1973 les services de sécurité détiennent quelques-uns de leurs membres qui sont emprisonnés et torturés. Le noyau central de l'organisation décide alors de se dissoudre bien que la plupart de ses membres continuent à maintenir le contact et fondent en 1974 le Mouvement de l'alliance islamique (MAI) pour promouvoir l'enseignement de l'islam. Au début des années quatre-vingt, quelques membres des FM optent pour revitaliser l'organisation sous le nom de Groupe islamique libyen (GIL) qui attire, dans la clandestinité, les secteurs étudiants et la classe moyenne émergente mais fragile et trouve un certain appui à l'est du pays. Il se consacre principalement aux activités caritatives et sociales et tient discrètement des réunions annuelles. Dans les années quatre-vingt-dix, des membres associés au MAI étant en désaccord sur l'organisation, abandonnent ce groupe et quelques-uns d'entre eux se radicalisent et vont militer dans le Groupe islamique combattant en Libye (GICL). Les Frères musulmans doivent attendre la chute de Mouammar Kadhafi pour réaliser le 17 novembre 2011 leur première réunion publique depuis les années cinquante, dirigée par Souleimane Abdelkader dans la ville orientale de Benghazi. Le 5 mars 2012, les FM s'allient avec des figures islamistes modérées pour former le Parti de la justice et de la construction au cours d'une

Laura Feliu, professeur de relations internationales à l'Université autonome de Barcelone.

cérémonie à laquelle assistent 1 400 membres provenant de 18 localités.

Le deuxième parti islamiste que finalement n'a obtenu aucune représentation au Parlement, Al Watan, tire ses origines des groupes salafistes *ihadistes* dont la doctrine et la stratégie ont évolué au cours des 20 dernières années et qui se sont alliés avec de grandes figures religieuses. La généalogie du salafisme *ihadiste* lie ce parti au GICL déjà disparu, structuré comme la continuation du groupe clandestin Jihad islamique, créé en 1982 par son chef Awatha al Zouwawi, un étudiant du droit musulman à l'Université de Tripoli, qui se déplace ensuite en Afghanistan en 1986. Le gros de ses militants part en Afghanistan, au Pakistan et plus tard au Soudan. Vers le milieu de l'année 1995, le régime libyen réussit à faire expulser du Soudan les membres libyens du groupe islamiste et la majeure partie d'entre eux retourne en Libye et soutient les guérillas dans la région de Benghazi, en particulier dans le territoire montagneux de Djebel Akhdar. Entre 1995 et 1998, on calcule que le GICL comptait 2 500 membres parmi ses rangs, dont la moyenne d'âge était de 30 ans. En 1996 le conflit éclate rapidement et les tentatives d'assassinat contre le propre Kadhafi se succèdent. La réponse du régime est massive. Il se produit des dizaines de détentions et d'attaques aux prétendus fiefs du groupe, avec toutes sortes de moyens.

Suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'information détenue par les services libyens s'avère particulièrement précieuse grâce à la connaissance des réseaux terroristes, en général, à l'antagonisme avec Al Qaida (la Libye lançait déjà un mandat d'arrêt contre Oussama ben Laden en 1998) et à la présence de militants islamistes libyens dans l'entourage de Ben Laden. Ce contexte international uni à la lutte à l'intérieur du pays entre la vieille garde du régime et les secteurs réformistes autour du fils de Kadhafi et son dauphin, Saïf al Islam, rendent possible un changement de direction de l'islam politique libyen. En 2008 des prisonniers islamistes de tendances différentes (FM, GICL et autres groupuscules) entament des négociations avec le régime qui se prolongent jusqu'en 2011. La logique de base est qu'ils renoncent à leurs politiques d'opposition au régime et rendent les armes, en échange d'amnistie et de réinsertion sociale par le biais de dédommagement économique et de postes de travail. Des figures religieuses interviennent dans ces conversations en qualité d'intermédiaires dans le processus (Ali Saalabi ou Noumane bin Ouzmane).

Les négociations supposent un grand succès pour le régime car les différents groupes rectifient publiquement leur idéologie, tandis que les secteurs islamistes obtiennent la libération de leurs coreligionnaires par vagues successives entre 1998 et février 2011 (juste quelques jours avant le début des révoltes). Ces militants seraient particulièrement actifs pendant la guerre civile qui suivit les révoltes de 2011.

Il est indubitable que les élections représentent une excellente opportunité d'élitisation et d'accès à des ressources

de pouvoir de la part des différents secteurs islamistes. En Libye, pendant le gouvernement révolutionnaire dirigé par Kadhafi (1969-2011), aucun grand mouvement islamiste capable de représenter une majorité de la population n'était nettement apparu (Deeb, 1996: 187). On peut également affirmer la même chose d'autres groupes politiques d'opposition au régime. En ce sens, certains facteurs ayant intervenus dans un cas comme dans l'autre sont communs. Il faut tout d'abord souligner l'absence d'un mouvement nationaliste fort et centralisé. Contrairement aux pays voisins, ce sont les secteurs traditionnels associés aux organisations sociales et religieuses comme les tribus ou l'influente confrérie Sensusia qui étaient à la tête du combat pour l'indépendance. Plus tard, mis à part pendant le règne du roi Idris Ier où il se créa un Parlement et que le pays fut doté d'une Constitution, il n'a jamais existé une véritable tradition de partis politiques (Takeyh, 2000) et dès l'arrivée du régime révolutionnaire et la création de la Jamahiriya en 1977, ils furent interdits.

La répression et l'accaparement des ressources provoquèrent l'exil ou la démobilisation des candidats à constituer une classe politique libyenne. C'est alors que surgit toute une série d'élites primaires et secondaires qui se développent par le biais de multiples institutions changeantes conçues par Kadhafi. Ces institutions étaient créées, modifiées et supprimées tant en accord avec l'idéologie du Livre vert, rédigé par le propre leader, comme en fonction principalement des nécessités découlant du contrôle de la population et des ressources, et de la propre survie du régime (El Khikhia, 1997: 1; Brady, 2007: 128).

Les secteurs islamistes ne firent pas partie des élites primaires ou secondaires en tant que groupe pendant la Jamahiriya, bien que leur idéologie était présente dans les secteurs de l'armée (mais vraisemblablement pas parmi les officiers), dans certaines élites secondaires régionales et tribales et dans un petit noyau de la frêle bourgeoisie créée pendant la période révolutionnaire et transformée grâce à l'accès aux activités privées à partir des années quatre-vingt-dix. La participation des dirigeants islamistes fut très limitée dans les relations de pouvoir, bien qu'ils le tentèrent en matière de contrôle de l'idéologie ou de la violence.

Les nouvelles élites après la chute de Kadhafi

La chute du régime de Kadhafi a permis aux militants islamistes mais aussi à un secteur de la population de la classe moyenne de revenir de l'exil. Il ne reste plus qu'à constater leur disposition à pactiser avec les islamistes ou avec leurs proches. Les élites islamistes n'ont pas été directement représentées dans le gouvernement de transition, mais elles maintiennent des liens rapprochés avec certains membres et avec leur ancien président Moustapha Abdeljalil. La fin brutale du régime révolutionnaire implique un grand changement dans les élites qui suit différentes logiques en fonc-



Abdeljalil, ancien président du CNT, lors de la cérémonie du transfert des pouvoirs. Tripoli, 8 août 2012. /MAHMUD TURKIA//AFP/GETTY IMAGES

tion des régions et des localités, étant donné les caractéristiques territoriales fortement distinguées de la rébellion populaire. Il est bien évident qu'une partie de l'ancien système a été démantelée, mais seul le temps nous dira jusqu'à quel point une partie des élites primaires de la période révolutionnaire a pu maintenir sa position au sein de la structure du pouvoir (en particulier sur le contrôle de la rente extérieure provenant du pétrole). Au niveau du gouvernement central, le contrôle de la rente pétrolière (qui a rétabli son niveau de production d'avant la guerre civile, 1,6 millions de barils par jour) et sa gestion par le Conseil national de transition n'a pas été très transparente jusqu'à présent, ce qui engage à se poser des questions sur sa gestion future.

Le nouveau gouvernement intérimaire doit relever des défis importants. D'une part, bien que le soulèvement populaire contre le régime de Kadhafi eut un caractère transversal (Al Tir, 2011; cité par Sawani, 2012), la géographie des révoltes, le processus suivi par le Conseil national de transition pour asseoir sa légitimité et les événements postérieurs qui se sont produits au niveau régional (demande d'autonomie pour la Cyrénaïque), ont prouvé l'importance de la représentation et de la loyauté tribale. Les citoyens libyens sont enco-

re très liés à leur appartenance tribale (Chersstich, 2011). Malgré le développement rapide d'une société urbaine (plus de 80 % de la population est urbaine), la « tribalisation » des villes est une réalité. L'appartenance tribale continue donc à avoir une certaine importance pour l'islamisme, vu l'ampleur du phénomène qui peut être observé à l'est du pays (où prédominent les tribus Zouwayas, Beni Salim ou Awagir).

D'autre part, à l'issue de la guerre, le CNT n'a pas réussi à démobiliser l'ensemble des 120 000 - 200 000 miliciens répartis sur tout le territoire et des chocs violents se sont succédés au niveau local entre des factions armées et des soldats de l'armée nationale.

Il s'avère donc primordial de créer un gouvernement intérimaire rassemblant le plus de secteurs possibles afin de concilier un ancrage avec les différents groupes, les différentes idéologies et les régions. Quelle que soit la composition de ce gouvernement, la stratégie des différents groupes islamistes participant aux élections va sans aucun doute leur permettre d'accéder à des ressources de pouvoir qui leur étaient interdites jusqu'à présent et, sur le plan interne, si leur participation au gouvernement se confirme, elle devra inclure la continuité de leur évolution idéologique. ■